

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE

A/C.2/35/L.105
13 novembre 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 61 1) de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE :
ETABLISSEMENTS HUMAINS

Projet de résolution présenté par le Vice-Président de la Commission
(M. J.L. Villa) sur la base de consultations officielles tenues à
propos du projet de résolution publié sous la cote A/C.2/35/L.27

Renforcement des activités relatives aux établissements humains

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 34/116 du 14 décembre 1979 concernant le renforcement des activités relatives aux établissements humains,

Rappelant aussi les résolutions 1224 (XLII) et 1670 (LII) du Conseil économique et social datées respectivement du 6 juin 1967 et du 1er juin 1972, touchant l'amélioration et la revalorisation des conditions de vie et de l'environnement dans les agglomérations de squatters et les taudis des zones urbaines et rurales,

Reconnaissant que l'une des tâches les plus urgentes pour les pays en développement est d'améliorer les conditions de vie et de travail des groupes à faible revenu et des groupes désavantagés, tant dans les régions rurales que dans les régions urbaines,

Réaffirmant que disposer d'un logement et de services suffisants est un droit fondamental de l'homme, comme le proclame la Déclaration de Vancouver sur les établissements humains de 1976 1/, et que, dans les efforts déployés pour défendre ce droit, il convient de donner la priorité aux besoins des pauvres, des sans-abri et des groupes les plus vulnérables de la société,

1/ Rapport d'Habitat, Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (publication des Nations Unies, numéro de vente F.76.IV.7 et rectificatif), chap. I.

Notant avec préoccupation qu'au cours des années écoulées depuis la convocation, en 1976, d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, la situation des établissements humains a en général empiré dans les pays en développement 2/, notamment dans les régions urbaines, où les taudis et les colonies de squatters n'ont fait que s'étendre, dans des conditions de misère sordide et de surpeuplement dégradantes pour l'homme,

Notant également qu'un nombre croissant de gouvernements s'attachent à assainir les établissements urbains où le revenu est faible et à améliorer la qualité de vie dans les régions rurales et que, malgré quelques progrès sur cette voie, il reste beaucoup à faire,

Reconnaissant qu'il est nécessaire de traduire les recommandations d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains en programmes concrets, réaffirmant ainsi l'esprit et la détermination manifestés à la Conférence,

Reconnaissant également que des logements, une infrastructure et des services adéquats peuvent être un moyen des plus importants et des plus stimulants pour lutter contre la misère, améliorer l'environnement et la qualité de la vie, augmenter la productivité, créer des emplois et des revenus et étendre aux pauvres et aux nécessiteux les bienfaits du progrès économique,

Notant avec satisfaction que, lors de sa troisième session, la Commission des établissements humains a examiné spécialement, les ayant choisis comme thèmes importants, l'assainissement des taudis et des colonies de squatters et le développement des établissements ruraux et des centres de croissance, et a prié le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains de continuer à accorder un rang de priorité élevé à ces deux thèmes dans le programme de travail et le plan à moyen terme du Centre et d'aider les pays en développement à exécuter des programmes pratiques et des projets de démonstration pilotes s'y rapportant 3/,

Considérant que la communauté internationale devrait prendre des mesures concrètes pour appuyer les efforts que font les pays en développement en vue d'améliorer les conditions de vie tant dans leurs régions urbaines que dans leurs régions rurales, notamment dans l'intérêt des groupes défavorisés,

1. Prie instamment les Etats Membres, agissant dans le cadre de leurs priorités et de leurs plans nationaux, de renforcer leurs politiques relatives aux établissements humains et de lancer des programmes pratiques orientés vers l'action pour mettre en oeuvre les recommandations adoptées lors d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, tout particulièrement en ce qui concerne des logements, une infrastructure et des services adéquats pour la population des régions urbaines et rurales qui vit dans des colonies de squatters et dans des taudis;

2/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 8 (A/34/8), par. 58.

3/ Ibid., trente-cinquième session, Supplément No 8 (A/35/8), annexe I, décisions 3/13 et 3/14.

/...

2. Invite la Commission des établissements humains et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains à apporter tout l'appui possible aux Etats Membres dans la mise en oeuvre des programmes susmentionnés;

3. Exprime l'avis qu'une année internationale consacrée aux problèmes des sans-abri dans les régions urbaines et rurales des pays en développement pourrait offrir une bonne occasion d'appeler l'attention de la communauté internationale sur ces problèmes;

4. Prie le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains, après avoir consulté comme il convient les gouvernements, de faire rapport au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission des établissements humains à sa quatrième session, sur les incidences d'une proclamation d'une année internationale qui viserait à donner des logis aux pauvres et aux sans-abri et appellerait l'attention du monde entier sur le reclassement de la population des bidonvilles, en tenant compte des principes directeurs concernant les futures années internationales adoptés par le Conseil dans sa résolution 1980/67 du 25 juillet 1980 et approuvés par l'Assemblée générale dans sa décision 35/----- du ----- 1980 et en se conformant également aux buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement dans le domaine social;

5. Prie la Commission des établissements humains d'examiner le rapport susmentionné lors de sa quatrième session et de le transmettre, avec ses observations, au Conseil économique et social pour qu'il l'examine à sa seconde session ordinaire de 1981, compte tenu des principes directeurs mentionnés ci-dessus au paragraphe 4.
